

Je voudrais dire quelques mots au sujet des transports. Des taux de transport équitables et de bonnes routes sont importants à l'économie canadienne, tout comme le sont nos politiques très méritoires en matière d'expansion économique régionale. La vallée de l'Outaouais a toujours souffert de routes exécrables. S'il est une chose dont nous avons un besoin urgent, c'est d'une bonne artère.

Permettez-moi de donner à la Chambre un bon exemple de ce que je veux dire. Le pont situé au centre du village de Petawawa, et franchissant la rivière Petawawa, fut construit avant que les premières troupes n'occupent la base de Petawawa en 1907. On lui demande maintenant de convoier toute la circulation routière à destination de la base de Petawawa et provenant des différentes parties du comté, ainsi que celle se rendant à Chalk River. Invariablement, il se produit un énorme embouteillage en plein cœur de Petawawa aux heures de pointe et c'est un chapelet de voitures qui atteint fréquemment trois milles de long. Un matin, il y a environ quinze jours, les laboratoires atomiques de Chalk River ont dû défalquer \$2,000 en salaires pour la simple raison que les employés étaient arrivés en retard à leur travail sans aucune faute de leur part. Le conseil régional de Renfrew a porté ce problème à l'attention du ministre de la Voierie de l'Ontario par une résolution lui demandant que soit terminée rapidement l'autoroute 417. On demanda au député de Lanark-Renfrew-Carleton (M. McBride) et à moi-même d'appuyer ce mémoire, ce que nous fîmes.

En réponse à ma lettre, au ministre de la Voierie, l'honorable George E. Gomme, on m'informa que les routes ne constituaient pas le seul problème de l'est de l'Ontario, mais qu'il y avait aussi, si nous avions vraiment voulu le reconnaître, manque d'orientation en matière de développement économique. A son avis, si le député de Lanark-Renfrew-Carleton et moi-même étions parvenus à faire de cette région une zone désignée, c'eût été un grand pas vers la solution de nos problèmes. En d'autres termes, le ministre voulait nous renvoyer la balle. Permettez-moi de dire à l'honorable George Gomme que les députés de Lanark-Renfrew-Carleton et de Renfrew-Nord se sont acquittés de leurs responsabilités et que nous nous attendons à ce qu'il s'acquitte des siennes. Nous voulons cette route et nous voulons un nouveau pont à Petawawa. Je ne vois pas pourquoi le gouvernement fédéral créerait un grand nombre d'emplois pour mes commettants alors que le gouvernement d'Ontario ne peut même pas fournir des voies de transport convenables pour que les gens se rendent au travail.

Si quelqu'un se demande pourquoi je passe tant de temps à parler d'une question locale, qu'il vienne chez moi durant la fin de semaine pour recevoir certains des appels qui affluent. Je veux qu'on connaisse bien le responsable, Queen's Park.

M. Aiken: Nous blâmons toujours Ottawa.

M. Hopkins: Si nous blâmons Toronto autant qu'eux blâment Ottawa, nous ne cesserions de le faire. Une chose que je dirai au sujet de notre gouvernement actuel, c'est qu'il s'attaque de front à ses propres problèmes et qu'il les règle.

M. Alkenbrack: Comme le chômage.

M. Hopkins: Le gouvernement s'occupe aussi du chômage. Le député de Dartmouth-Halifax-Est (M. Forres-

tall) a fait certains commentaires sur le ministère de la Défense nationale. Je ne crois pas qu'il ait mentionné les échelles de salaire pour les grades inférieurs, question que j'invite le nouveau ministre de la Défense nationale (M. Macdonald) à réexaminer. Je veux féliciter le ministre pour sa nomination, et pour l'intérêt qu'il porte à ses nouvelles fonctions.

• (3.30 p.m.)

Il y a certaines choses que je voudrais lui signaler. La première a trait aux problèmes de location aux bases du ministère de la Défense nationale. A mon avis, les loyers devraient être maintenus au plus bas niveau possible à titre de stimulant et de privilège pour les membres des forces armées, car ils n'ont pas les mêmes avantages lorsqu'ils vivent dans une base militaire qu'ils auraient dans nos villes. A mon avis, toute la question du logement dans les bases du ministère de la Défense nationale devrait être revue. Vous savez, à certains moments durant de longues périodes de paix, de nombreuses gens estiment que les forces armées d'un pays sont démodées. Pour ma part, j'estime qu'il est bon d'être prêts et de maintenir constamment une force suffisante. Nous ne devrions jamais permettre que les militaires soient harcelés, notamment alors que nous leur demandons d'accomplir leur devoir. En général, les soldats sont consciencieux. Ils doivent être plutôt frustrés par exemple, lorsqu'ils sont en train d'accomplir leur devoir et que certains les critiquent, ne l'appuient pas ou semblent faire des déclarations au nom de ceux qu'ils sont censés protéger. Nous devrions toujours penser positivement et nous souvenir que lorsque nous ne sommes pas préparés, nous ouvrons la porte aux désordres, car si des individus voués à des activités criminelles ou à des controverses internationales savent que certaines nations ne sont pas prêtes, ces nations se trouvent tout à coup à la merci d'autres pays ou de toutes sortes de criminels.

Le tarif-marchandises est un autre sujet dont j'ai déjà parlé à la Chambre. Je crois sincèrement que le temps est venu d'étudier d'une façon réaliste nos deux réseaux ferroviaires principaux, afin de nous assurer qu'ils fournissent les services que l'on peut en attendre pour sauvegarder l'unité du pays. On ne devrait pas leur permettre d'imposer des tarifs élevés uniquement pour prévenir des déficits. Je crois que le Parlement devrait assumer les déficits de ces moyens de transport. Sinon, d'importantes régions de notre pays seront désavantagées car les chemins de fer ne desserviront pas ces régions si on ne leur permet pas d'imposer des tarifs raisonnables.

Cette question est actuellement—et sera au cours des vingt prochaines années—étroitement liée à la pollution, car si nous n'adoptons pas à l'égard du tarif-marchandises une politique juste, qui puisse stimuler l'industrie et l'encourager à faire d'ici quelques années une percée dans les régions canadiennes dites à croissance lente, les industries continueront d'aller s'établir dans les grands centres urbains du Canada. En conséquence, il nous faudra affecter de plus grandes sommes d'argent à des expédients de lutte contre la pollution, alors qu'une bonne partie de ces fonds pourrait autrement servir à subventionner les tarifs-marchandises et à améliorer l'économie des régions du Canada dont la croissance est lente.